

Améliorer la participation de la société civile au processus budgétaire

Contexte

Namiland est un pays enclavé avec une population d'un peu moins de 7 millions d'habitants, dont 2,5 millions résident dans la capitale. De 2000 à 2012, le Namiland a connu une croissance stagnante à cause d'un long conflit frontalier qui a découragé l'investissement et créé environ 200 000 déplacés internes.

En 2012, la situation économique du Namiland a changé suite à la découverte de trois métaux (le tungstène, le tantale et l'étain) qui jouent un rôle important dans la production des téléphones intelligents. Depuis lors, les recettes de l'État ont augmenté en moyenne de 18 pour cent par an. Toutefois des craintes sont soulevées à propos des conditions des contrats de concession et de l'impact environnemental à long-terme des contrats ratifiés. Depuis que les trois métaux ont été découverts, l'État a bénéficié d'un budget équilibré plusieurs années de suite ; néanmoins, les effectifs de la fonction publique et le portefeuille de la dette ont tous deux triplé.

Le mandat quinquennal du Parlement actuel a démarré en 2013 et, en 2014, le parlement a approuvé une stratégie quinquennale pour le développement. Un examen à mi-parcours de cette stratégie, effectué en 2017, n'a permis de constater que peu de résultats quant à l'exécution des projets d'infrastructures, mais a confirmé quelques améliorations modestes des performances dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le constat le plus préoccupant, était lié au fait qu'il semblait n'y avoir guère d'activité dans les secteurs du commerce et de l'agriculture, pourtant jugés indispensables pour amortir les chocs des cours des matières premières et pour offrir des opportunités d'emploi à grande échelle non-générées par l'exploitation minière.

Le Namiland compte un nombre restreint, mais sans cesse croissant, d'organisations de la société civile (OSC) qui souhaitent avoir une influence sur les processus de planification et de suivi du budget. Des initiatives gouvernementales et des projets financés par les donateurs ont été menés en vue de forger des relations et d'améliorer la communication entre les OSC et les ministères dépensiers, mais malgré quelques succès initiaux enregistrés après l'entrée en fonction du parlement actuel, ces efforts se sont enlisés, au grand déplaisir des parties concernées.

Les premières OSC, établies au début des années 2000, mettaient l'accent sur la prestation des services d'éducation rurale. Elles s'efforçaient d'associer la mobilisation de la population locale à des pressions politiques au niveau national afin d'influer sur les dotations budgétaires. Les statistiques médiocres au niveau de l'éducation en Namiland étaient

attribuables à plusieurs causes, et il a été décidé qu'il convenait d'embaucher de nouveaux enseignants et d'améliorer les programmes de formation afin de remédier au manque de qualité dans ce domaine. Les OSC voulaient, en outre, mettre en exergue des problèmes localisés liés à la mauvaise gestion, à la corruption et à l'inefficacité dans les services éducatifs. Malgré la présence d'établissements scolaires dans un rayon de sept kilomètres de la majorité des ménages, une enquête menée en 2007 avait permis de constater que le taux d'absentéisme dépassait 50 % et que moins de 45 % des écoles disposaient d'un stock minimum de fournitures scolaires.

En 2013, le parlement s'est engagé à consacrer 9 pour cent du budget national à l'éducation, mais dans le budget le plus récent, ce montant était tombé à 6,4 %. En 2013, le ratio enseignant-élèves était de 1/64, un ratio beaucoup plus élevé que la moyenne régionale de 1/44. Depuis 2016, une relation de plus en plus conflictuelle s'est développée lors des débats sur les politiques au parlement, et en conséquence, les OSC se sont intéressées davantage à la mobilisation de la population locale. Cette tendance s'est traduite notamment par :

- l'organisation d'une pétition locale dans 8 des 12 comtés afin d'appuyer la prise de mesures par les districts pour améliorer l'enseignement primaire dans les collectivités rurales ;
- la collaboration accrue avec les médias aux niveaux national et des districts, notamment le dialogue avec les journalistes qui couvrent l'éducation et les activités parlementaires ; et,
- la fourniture d'assistance technique et la réalisation d'une analyse budgétaire aux niveaux national et des districts, que les OSC ont partagée avec les fonctionnaires de l'éducation nationale et les techniciens gouvernementaux, ainsi que des recommandations concernant la réaffectation des ressources.

Ces campagnes n'ont pas eu pour conséquence d'augmenter le financement octroyé aux districts, mais il semblerait que la formation des enseignants soit devenue prioritaire dans certains districts.

L'activisme environnemental s'est accru de façon exponentielle depuis 2012, dans la mesure où un nombre croissant de communautés subissent l'impact de l'exploitation minière des trois métaux susmentionnés. Suite à une pression intense exercée sur le gouvernement, celui-ci a entamé le processus officiel de l'adhésion à l'Initiative pour

la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Les trois premières étapes de l'engagement du gouvernement, des entreprises et des OSC ont été effectuées. Il est prévu de passer à la quatrième étape, en organisant la première réunion du Groupe multipartite (GM) avant le mois d'avril 2018.

Le cas

Nous sommes en février 2018 et les groupes de travail sectoriels ont commencé les débats sur l'affectation budgétaire de l'exercice financier 2018/2019. Les députés préparent aussi leurs campagnes de réélection pour les élections prévues au mois d'août.

Les députés en exercice, dans le cadre de leurs efforts pour se positionner avant les élections, ont demandé au ministre des Finances, soucieuse de conserver son poste après les élections, d'améliorer sa coopération avec les OSC dans les secteurs de l'éducation et de l'environnement. À cette fin, elle a mis sur pied un groupe de travail composé de parlementaires, de techniciens en gestion budgétaire et de représentants des OSC, qui sera co-présidé par vous-même et le nouveau directeur général (DG) du budget.

Vous travaillez dans les OSC depuis plus de dix ans. Les problèmes que vous avez rencontrés dans le cadre de votre travail d'infirmier/infirmière vous ont initialement amené(e) à vous concentrer sur les questions relatives à la santé maternelle, mais vous avez récemment pris un poste à la tête d'une OSC qui travaille dans le domaine de l'activisme environnemental. Ce changement est intervenu après que la communauté d'origine de votre grand-mère dans le nord-ouest a rencontré des problèmes grandissants liés à la contamination de l'eau de puits peut-être liée à une mine d'étain peu réglementée située dans le district avoisinant.

Le DG du budget vous a invité à une réunion préparatoire précédant la réunion du premier groupe de travail. C'est une réunion informelle ; toutefois, vous savez que c'est l'occasion de donner une orientation au fonctionnement et aux activités du groupe de travail. Veuillez préparer des notes sur les points qui selon vous, seraient les points clés à inclure dans l'ordre du jour de la première réunion, ainsi qu'une proposition de plan d'action pour l'année à venir et les questions auxquelles le DG voudrait que son équipe réponde en amont de la réunion.

En rédigeant vos notes, il faut garder à l'esprit les questions suivantes :

- Quelles sont les réussites obtenues par les OSC à ce jour et quel en a été l'impact sur le gouvernement ?
- Quel est l'impact de la dégradation actuelle des relations (entre les OSC et les ministères dépensiers) et qui serait susceptible de bénéficier ou de pâtir de l'amélioration de ces relations ?
- Quels pourraient être les problèmes pour lesquels les ministères dépensiers d'une part et les OSC de l'autre, requièrent de l'aide afin de mieux réussir leur collaboration ?
- Quelles sont les attentes réalistes pour une participation efficace des OSC et du public au processus de planification budgétaire ?
- Le fait d'être dans la période précédant les élections de 2018 peut-il avoir des répercussions, et quelles pourraient être les implications pour la stratégie d'engagement des OSC ?

Remerciements

CABRI souhaite également remercier le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) pour son soutien au travail du Secrétariat.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Embassy of Switzerland
Swiss Cooperation Office in South Africa



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER

Pour tout renseignement sur l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI) veuillez contacter : CABRI Secretariat, PostNet Suite 217, Private Bag X 06, Highveld Park 0169, South Africa

Email: info@cabri-sbo.org

www.cabri-sbo.org/fr